



Projet Éducatif  
Global de Dijon  
Action Sociale & Environnementale



0 à 25 ans

# Le PEG de Dijon

Document de synthèse

Conseil municipal - 28 juin 2012



restauration scolaire • éducation • jeunes • culture • école • petite enfance • santé



03 80 74 71 36  
[www.dijon.fr](http://www.dijon.fr)



# Sommaire

## INTRODUCTION

P 3

### 1) Du projet éducatif local (PEL) au projet éducatif global (PEG)

P 4

- Rappel des objectifs du PEG adopté en 2003

- Le PEG en 2012

- 1. Priorités éducatives proposées pour le PEG

- 2. L'objectif du PEG : mieux connaître, coordonner et rendre plus lisibles les actions éducatives conduites par la ville

- 3. Méthode d'élaboration du PEG

### 2) La politique éducative actuelle de la ville de Dijon

P 5

Champs d'intervention de la ville de Dijon en matière éducative

P 5

### 3) La réalisation du PEG : enjeux et propositions

P 6

#### 3.1 Respecter les rythmes de l'enfant

P 6

- 3.1.1 La synthèse de l'enquête conduite à Dijon en 2010

- 3.1.2 Propositions d'actions

#### 3.2 Développer l'éducation à la préservation de l'environnement

P 6

- 3.2.1 Des initiatives d'éducation à l'environnement à consolider

- 3.2.2 Propositions d'actions

#### 3.3 Travailler ensemble au bénéfice de l'enfant pour une continuité éducative à Dijon

P 8

- 3.3.1 Le besoin de mieux se connaître

- 3.3.2 Propositions d'actions

#### 3.4 Encourager la co-éducation en impliquant les familles

P 10

- 3.4.1 Impliquer toutes les familles

- 3.4.2 Propositions d'actions

#### 3.5 Permettre aux professionnels de gagner en compétence pour toujours améliorer la qualité du service

P 12

- 3.5.1 Accompagner au plus près le besoin en formation des professionnels

- 3.5.2 Propositions d'actions

#### 3.6 Accompagner les enfants les plus en difficulté

P 13

- 3.6.1 Répondre équitablement aux besoins des enfants les plus en difficulté

- 3.6.2 Propositions d'actions

#### 3.7 Encourager l'autonomie et l'engagement des jeunes

P 14

- 3.7.1 Réunir les aides aux projets des jeunes pour plus d'efficacité et ouvrir le débat

- 3.7.2 Propositions d'actions

#### 3.8 L'évaluation et la gouvernance du PEG

P 15



# Projet Éducatif Global de Dijon

Action Sociale & Environnementale

## Introduction

Signataire de l'appel de Bobigny "vers un grand projet national pour l'enfance et pour la jeunesse", la ville de Dijon inscrit son projet éducatif global (PEG) dans les valeurs et objectifs adoptés par 72 maires et 47 organisations le 19 octobre 2010 :

- Équité dans l'accès à l'éducation.
- Refus de toute discrimination, laïcité.
- Coopération éducative de tous les acteurs.
- Mobilisation de toutes les ressources éducatives.

À chaque temps de vie, l'enfant s'épanouit et grandit grâce à l'accompagnement de différentes personnes.

La co-éducation fait le lien entre les acteurs responsables de l'éducation de l'enfant : écoles, centres de loisirs, parents, structures éducatives du temps des loisirs...

Il est primordial de faire de la multiplicité des personnes intervenant autour de l'enfant une force. La richesse de l'éducation partagée est au cœur de la démarche du PEG.

Quatre champs prioritaires seront investis pour parvenir par l'éducation à d'avantage d'égalité entre enfants et jeunes à Dijon par l'éducation :

- La mixité sous toutes ses formes.
- L'autonomie des enfants et l'engagement des jeunes.
- L'accès de tous aux services contribuant à la réussite éducative.
- L'accompagnement des enfants les plus en difficulté.



# 1) Du projet éducatif local (PEL) au projet éducatif global (PEG)

## ■ RAPPEL DES OBJECTIFS DU PEG ADOPTÉ EN 2003

En amont de l'écriture du PEG de 2003, **5 760 familles** et une centaine de professionnels de l'enfance, enseignants, directeurs de centres de loisirs, associations d'éducation populaire... ont répondu à une enquête. Le PEG adopté en 2003 répondait aux besoins et aux constats formulés dans le cadre de cette consultation.

### Trois grands objectifs ont été choisis en 2003 pour le PEG :

- Améliorer **"le vivre ensemble"**.
- Favoriser **l'accès de tous** en garantissant celui des plus démunis.
- Renforcer **la qualité du service**.

Le rapport "Dijon temps libre/Un PEG pour les jeunes et pour les enfants" proposait **15 actions**. Leur mise en œuvre a fait l'objet d'une **évaluation réalisée en 2007 par l'institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)**. Entre 2003 et 2007, des accueils périscolaires ont été créés dans les 16 écoles qui en étaient encore dépourvues. En réponse aux contraintes de garde exprimées par les parents, **une amplitude d'accueil volontairement large a été adoptée : de 6h45 à 19h jusqu'en 2010 puis de 7h à 19h**.

Le nombre de centres de loisirs municipaux ou de partenaires est passé de **9 en 2001 à 16 en 2012**.

En réponse à un manque de propositions observé pour les loisirs des jeunes âgés de 14 à 25 ans, **7 accueils de loisirs dédiés aux jeunes de plus de 14 ans ont été créés**. Entre 2003 et 2007, **les tarifs des centres de loisirs ont été harmonisés, les procédures simplifiées grâce à la création du centre de la tarification unique et des dossiers famille**.

**La tarification** de la restauration municipale, des accueils de loisirs, des activités d'initiation sportive est établie au taux d'effort c'est-à-dire en fonction des revenus des familles. **Les services sont désormais accessibles à tous financièrement**.

## ■ LE PEG EN 2012

**Le PEG concerne les enfants et les jeunes de 0 à 25 ans à Dijon.**

### I. Priorités éducatives proposées pour le PEG

#### Les quatre priorités éducatives du PEG sont :

- Favoriser **la mixité** (de genre, culturelle, sociale) avec le souci constant de concerner tous les enfants indépendamment de leurs origines sociales ou culturelles.
- Accompagner **les enfants et les jeunes en difficulté**.
- Encourager **l'autonomie** des enfants et la **participation** des jeunes.
- **Donner l'accès aux services** et aux pratiques contribuant à la réussite éducative.

**Un objectif politique fédérateur les rassemble : "un projet éducatif pour contribuer à l'égalité des jeunes et des enfants par l'éducation".**

La laïcité est une valeur dont le respect est garanti au quotidien, dans le respect des choix et des croyances de chacun.



## 2. L'objectif du PEG : mieux connaître, coordonner et rendre plus lisible les actions éducatives conduites par la ville

La ville de Dijon consacre **65 millions d'euros** à sa politique éducative soit un quart de son budget de fonctionnement. **Le PEG doit permettre de mieux valoriser les compétences éducatives de la ville auprès des familles et des citoyens Dijonnais.** Il propose des actions pour **établir davantage de liens** entre tous les acteurs mobilisés pour l'éducation des jeunes Dijonnais et rendre ainsi la politique éducative municipale **plus cohérente et efficace autour d'objectifs partagés.** Travailler de concert permettra à celle-ci d'être plus cohérente et ainsi **de devenir un levier de collaboration avec ses interlocuteurs institutionnels et associatifs.**

## 3. Méthode d'élaboration du PEG

**Le PEG est lancé et orienté par un comité de pilotage politique.** Interne à la ville de Dijon, il réunit 7 adjoints et 22 membres des services. **Pour nourrir la réflexion politique, six groupes de travail présidés par 7 élus ont associé 67 représentants des services municipaux et 70 partenaires de la ville.** Ils se sont réunis 5 à 7 fois de mai 2011 à février 2012 pour élaborer des propositions concrètes dans le cadre du PEG.

## 2) La politique éducative actuelle de la ville de Dijon

### ■ CHAMPS D'INTERVENTION DE LA VILLE DE DIJON EN MATIÈRE ÉDUCATIVE

Le PEG a pour vocation de réunir autour de priorités communes tous les services publics éducatifs assurés par la ville.

#### Chiffres clés en 2011-2012 à Dijon

- 10 crèches collectives à gestion municipale, 8 crèches partenaires.
- 8 halte-garderies à gestion directe, une halte-garderie partenaire.
- 3 crèches familiales.
- 3 relais "petite enfance".
- 2 700 enfants de moins de 4 ans fréquentant les structures petite enfance.
- 39 écoles élémentaires.
- 41 écoles maternelles.
- 79 restaurants scolaires.
- 9 813 enfants scolarisés dans les écoles publiques de Dijon dont 4 070 dans les écoles maternelles et 5 743 dans les écoles élémentaires.
- 61 accueils périscolaires.
- 4 976 enfants sont inscrits aux accueils périscolaires (avant ou après l'école).
- 8 567 inscrits au restaurant scolaire.
- 16 centres de loisirs maternels et élémentaires.
- 5 500 enfants inscrits en centre de loisirs.
- 7 accueils jeunes pour les 14-25 ans.
- 539 jeunes accueillis dans les accueils jeunes.
- 3 centres sociaux municipaux (Bourroches, Fontaine d'Ouche et Balzac) relevant du centre communal d'action sociale, 2 centres sociaux gérés par la caisse d'allocations familiales.
- 4 maisons des jeunes et de la culture.



### 3) La réalisation du PEG

Des propositions d'actions répondant à des priorités politiques et à des besoins éducatifs.



#### ■ 3.1 RESPECTER LES RYTHMES DE L'ENFANT

##### 3.1.1 La synthèse de l'enquête conduite à Dijon en 2010

L'enquête conduite à Dijon en juin 2010 auprès des enseignants, des parents et des animateurs fait apparaître un consensus de la part des professionnels : **les rythmes de vie des enfants ne respectent pas suffisamment leurs besoins, leurs journées sont trop longues et trop chargées.**

**Dans cette consultation, les professionnels de l'éducation expriment une réelle attente vis-à-vis de changements ou d'actions contribuant à mieux respecter les besoins des enfants.**

##### 3.1.2 Propositions d'actions

###### ■ FICHE ACTION 1 : créer des espaces de temps calmes dans les accueils de loisirs

Chaque année scolaire, à partir de septembre 2012, une dizaine d'accueils de loisirs sera choisie pour la mise en place d'un espace de repos de façon concertée et adaptée à chaque contexte.

###### ■ FICHE ACTION 2 : sensibiliser les professionnels et les parents au respect des rythmes de vie des enfants

Afin d'améliorer concrètement le respect des rythmes de vie des enfants, des formations et des échanges de pratiques seront organisées auprès des animateurs avec l'appui de personnes ressources en la matière : médecins, psychologues...

**Des formations seront organisées dès 2013, des rencontres avec les parents et des moyens de communication seront proposés parallèlement.**

###### ■ FICHE ACTION 3 : prendre en compte la question des rythmes dans les projets pédagogiques des structures

Le respect des besoins des enfants en matière de rythmes sera inscrit dans les projets pédagogiques des accueils de loisirs et décliné en actions adaptées aux besoins spécifiques de chaque quartier à compter de 2012.

#### ■ 3.2 DÉVELOPPER L'ÉDUCATION À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

La ville de Dijon s'est fixée comme objectif de devenir une référence écologique en intégrant le développement durable dans son fonctionnement et dans l'exercice de ses compétences. En délibérant le 15 décembre 2008 pour adhérer à la convention des maires, la ville de Dijon est parmi les premières collectivités en France à s'engager en faveur du paquet énergie climat de la Commission Européenne dit des 3\*20 à savoir réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre en augmentant de 20% l'efficacité énergétique et de porter à 20% la part des énergies renouvelables d'ici 2020.



## **Le PEG place l'éducation au développement durable au coeur de ses priorités d'action.**

Les actions éducatives innovantes en la matière continueront d'être soutenues et seront développées davantage.

### **3.2.1 Des initiatives d'éducation à l'environnement à consolider**

L'éducation au développement durable, la sensibilisation des enfants Dijonnais et de leurs familles aux enjeux environnementaux constituent une priorité pour le PEG.

Un des axes recensés par la fiche action du plan climat concerne **un programme éducatif sur l'alimentation en milieu périscolaire.**

À Dijon, la restauration municipale propose dans ses menus des produits issus de circuits courts et de l'agriculture biologique. Elle a en outre instauré des menus alternatifs pour sensibiliser aux raisons et aux moyens de réduire la consommation de viande.

**L'éducation à la richesse écologique de Dijon et de ses alentours** est également au cœur des projets éducatifs conduits par la ville.

### **3.2.2 Propositions d'actions**

#### **■ FICHE ACTION 4 : structurer les actions d'éducation à l'environnement par des conventions avec des associations**

En établissant des conventions d'objectifs et de moyens avec des associations d'éducation populaire ayant des compétences à la fois en environnement et en pédagogie, la ville de Dijon participe à l'instauration d'une culture commune sur les thématiques environnementales.



Les conventions inscrivent en outre dans la durée des actions ponctuelles et généralisent l'éducation à l'environnement dans les accueils de loisirs et la formation des animateurs.

**Trois conventions triennales avec des associations porteront sur l'éducation à l'environnement de 2012 à 2015.**

#### **■ FICHE ACTION 5 : décliner le plan climat énergie territorial dans les projets de travaux (fiche-action du plan climat énergie territorial)**

Un des objectifs du plan climat énergie territorial consiste à aménager Dijon pour une meilleure qualité de vie et la réalisation d'économies en énergie et en gaz à effet de serre. Pour ce faire, la ville adopte un cadre exigeant pour les opérations de construction et de rénovation. Une étude est en cours pour optimiser l'éclairage aux abords des écoles et des accueils de loisirs et donnera lieu à des économies d'électricité. Tous les travaux entrepris visent l'excellence environnementale à l'instar du groupe scolaire Montmuzard reconstruit avec des normes énergétiques fortes et bénéficiant du label BBC. La réalisation de diagnostics de performances énergétiques et la mise en place d'audits ainsi qu'une observation des consommations permettra de réduire l'impact carbone des bâtiments municipaux.

#### **■ FICHE ACTION 6 : donner la priorité aux projets d'éducation à l'environnement**

Chaque année, la ville de Dijon finance entre 80 et 100 projets éducatifs innovants se déroulant sur le temps des loisirs pour des enfants et pour des jeunes de 0 à 25 ans.

Le PEG affirme comme objectif prioritaire de sensibiliser les enfants et les jeunes aux problématiques des économies d'énergie et de la préservation de l'environnement. **Dans ce cadre, tout projet de qualité dédié à cette problématique sera prioritaire.**

### ■ 3.3 TRAVAILLER ENSEMBLE AU BÉNÉFICE DE L'ENFANT : POUR UNE CONTINUITÉ ÉDUCATIVE À DIJON

#### 3.3.1 Le besoin de mieux se connaître

Signé par 72 maires et 47 organisations le 19 octobre 2010, l'appel de Bobigny interpelle les candidats à l'élection présidentielle sur l'importance **de convoquer toutes les coopérations et solidarités possibles au centre d'un projet national pour l'éducation et pour la jeunesse.**

Parmi ses cinq priorités d'actions, l'appel de Bobigny en fixe trois sur la nécessité **d'engager des démarches d'éducation partagée :**

- **Définir un PEG sur tous les temps et les espaces éducatifs et sociaux articulant éducations formelle, informelle et non formelle.**
- Promouvoir **la co-éducation, la coopération éducative de tous les acteurs**, garantir la place et les droits des parents, des enfants et des jeunes.
- **Mobiliser avec ce PEG toutes les ressources éducatives des territoires et de l'école** à travers l'articulation des objectifs nationaux avec les projets éducatifs des établissements d'enseignement et des institutions culturelles publiques et ceux des territoires.

#### 3.3.2 Propositions d'actions

- **FICHE ACTION 7 : organiser une rencontre éducative annuelle impliquant la direction des services départementaux de l'éducation nationale**

**Organisée la première fois à la rentrée scolaire 2012-2013, une rencontre éducative annuelle lancera officiellement le PEG et présentera aux professionnels de l'enfance les objectifs de la politique éducative à Dijon pour les années à venir.**

Cette rencontre annuelle devra permettre de présenter les champs de compétence, les méthodes et les projets de chaque acteur éducatif participant. Elle annoncera enfin le travail de coopération éducative à l'échelle de chaque territoire ou de chaque communauté éducative.

- **FICHE ACTION 8 : structurer le réseau éducatif dijonnais de l'enfance par territoire pour permettre l'échange sur les projets : réseau professionnel intégrant les écoles, les centres de loisirs et l'éducation populaire par territoire**

La rencontre annuelle du PEG de Dijon proposera de créer un réseau éducatif et à l'échelle de chaque quartier seront invités à se réunir au sein de commissions éducatives :

- Les élus municipaux de quartier.
- Les directeurs d'école.
- Des directeurs d'accueils de loisirs.
- Des représentants de parents.
- Des acteurs sociaux.

Celles-ci auront pour mission de dresser **un diagnostic éducatif de territoire** et de concevoir **des projets partagés pour répondre aux besoins constatés.**





## ■ FICHE ACTION 9 : réunir les interventions éducatives sur le temps scolaire au sein d'un projet unifié

À ce jour, les interventions éducatives sur le temps scolaire de la ville de Dijon sont organisées par chaque service municipal à destination des écoles primaires publiques et privées.

Les programmes d'initiations sont communiqués à chaque école au printemps par chaque service ou établissement municipal.

**Dans le cadre du PEG, il convient de réunir les interventions éducatives sur le temps scolaire au sein d'un même projet.**

À compter de l'année 2013, un comité de pilotage réunissant élus et représentants de l'inspection académique élaborera au printemps un projet municipal d'interventions éducatives sur le temps scolaire à partir de contenus proposés par les services en concertation avec les conseillers pédagogiques compétents.

Il se chargera à la rentrée de septembre 2013 de la répartition de celles-ci sur les territoires en fonction des besoins et des projets éducatifs.

## ■ FICHE ACTION 10 : créer une plateforme dématérialisée des projets éducatifs

La plateforme des projets éducatifs doit faciliter l'échange de bonnes pratiques et donner une meilleure visibilité aux objectifs de chaque acteur éducatif.

**Dédiée prioritairement aux professionnels**, la plateforme comprendra une partie dédiée aux parents afin que ceux-ci puissent connaître les projets adoptés par les structures fréquentées par leur enfant.

## ■ FICHE ACTION 11 : élaborer un projet d'éveil culturel pour la petite enfance

Un programme de découverte culturelle "petite enfance" sera proposé en 2013 afin de permettre à chaque crèche et halte-garderie de souscrire à au moins une proposition culturelle par an pour les tous petits.

## ■ FICHE ACTION 12 : proposer un parcours d'éducation sportive : mise en cohérence de l'offre sportive en temps scolaire et en temps de loisirs

Le parcours d'éducation sportive a pour objectif de communiquer auprès des Dijonnais sur toutes les possibilités offertes à Dijon pour pratiquer un sport.

Il doit ensuite réunir les organisateurs autour d'un contenu et d'objectifs communs :

- La démocratisation des pratiques sportives.
- La mixité de genre et d'origine.
- Le plaisir du jeu au coeur de la pratique (pas d'esprit de compétition).
- L'interaction avec les clubs sportifs.
- L'écocitoyenneté.
- L'intergénérationnel, la parentalité (activités partagées).

Le parcours d'éducation sportive organise une offre sportive sur tous les temps pour les enfants et pour les jeunes âgés de 0 à 25 ans.



**Le parcours est expérimenté en un premier temps en septembre 2014 dans le quartier Grésilles choisi pour sa richesse en matière de structures sportives et se caractérisant par une faible participation de ses habitants à l'offre sportive municipale.** Le parcours d'éducation sportive pourra être étendu à d'autres quartiers à partir de 2015.

**■ FICHE ACTION 13 : proposer un parcours d'éducation culturelle :**  
**mise en cohérence des interventions éducatives sur le temps scolaire**

**Le projet culturel de la ville de Dijon, adopté le 9 mai 2011, place la démocratisation culturelle et l'action culturelle auprès des publics au centre de sa politique pour les années à venir.**

L'éducation culturelle dès le plus jeune âge est le meilleur moyen de contredire les déterminismes sociaux en matière de pratiques culturelles.

Le parcours d'éducation culturelle aura pour objectif de réunir toutes les actions conçues par les structures culturelles municipales à destination du jeune public et de concevoir quatre projets thématiques et transversaux associant les compétences de plusieurs établissements.

**Dans un premier temps, le parcours concerne le temps scolaire et le premier degré.**

Il est présenté aux classes des cycles 2 et 3 (de la dernière année de maternelle au CM2) des écoles de Dijon à la rentrée 2012.

Les classes dijonnaises pourront demander leur participation à quatre démarches de projets au sein du parcours culturel sur les thématiques :

- **De la vache** en lien avec la prochaine exposition du muséum et du jardin des sciences.
- **De l'eau** à destination des enfants âgés de 5 ans à 11 ans.
- **De l'alimentation** pour les enfants de 8 à 11 ans.
- **De l'écrit** pour les enfants de 5 à 11 ans.



**À terme, la possibilité d'ouvrir le parcours culturel aux enfants de différents âges sera envisagée.**

### ■ 3.4 ENCOURAGER LA CO-ÉDUCATION EN IMPLIQUANT LES FAMILLES

#### 3.4.1 Impliquer toutes les familles

Le principe de co-éducation met l'accent sur le rôle de chacun de ceux qui entourent un enfant dans le processus éducatif : **parents, enseignants, animateurs, autres enfants, assistantes maternelles, éducateurs...** Les actions du PEG à destination des familles devront concerner tous les parents et notamment ceux en difficulté, faire le lien avec les services sociaux pour les aider et inventer des modes de participation innovants. La co-éducation sera également favorisée par l'implication des familles à la réflexion sur les projets et sur les services éducatifs proposés.

### 3.4.2 Propositions d'actions

#### ■ FICHE ACTION 14 : créer des conseils de crèches associant les parents

Le conseil de crèches est une instance qui réunit 2 à 4 fois par année civile des parents désignés par leurs pairs, un élu municipal, des représentants de l'équipe et la directrice de la crèche pour réfléchir au projet de la structure, aux règles de vie collective, aux conditions d'accueil.

Les parents élus sont désignés par tous les parents des enfants fréquentant la crèche à raison de deux représentants par tranche d'âge, un titulaire et un suppléant.

Un ou deux conseils de crèches ont été créés à la rentrée de septembre 2012 à titre d'expérimentation. En 2015, sur la base du bilan, des conseils de crèches pourront être installés auprès de chaque crèche collective de la ville.

#### ■ FICHE ACTION 15 : faciliter la communication entre les parents non francophones ou ayant des difficultés à communiquer et les structures éducatives

Les structures petite enfance notamment les halte-garderies mais également les centres de loisirs accueillent des enfants dont les familles ne parlent pas du tout français. L'échange avec la famille est nécessaire pour faire le lien entre le temps d'accueil et le temps familial.

Afin de délivrer les informations importantes cadrant le fonctionnement des structures, les règlements et les documents de communication seront traduits en différentes langues. Les principales règles d'accueil feront également l'objet de pictogrammes.

Pour les familles les plus en difficulté, les services d'un traducteur et/ou d'un interprète permettront de faciliter les échanges. La traduction des documents et des échanges sera réalisée en collaboration avec les associations des étudiants étrangers de filières universitaires basées à Dijon dès 2013.

#### ■ FICHE ACTION 16 : développer des activités partagées parents-enfants

Dans toutes les actions éducatives municipales, la participation des parents devra être encouragée dès que possible. **Les loisirs partagés seront un axe fort des projets pédagogiques des accueils de loisirs et des structures petite enfance de Dijon à compter de l'année 2012.**

#### ■ FICHE ACTION 16 : des "cafés" des familles

Dans toutes les structures éducatives présentant des locaux suffisants, **des espaces dédiés aux familles seront installés à partir de 2013 afin de faciliter l'échange entre parents** et de faire que ceux-ci s'approprient les lieux où sont accueillis leur(s) enfant(s). Des **"cafés de parents"** seront encouragés afin **d'organiser cette rencontre autour de jeux ou de loisirs partagés.**

#### ■ FICHE ACTION 16 : des "ateliers de pratique" pour les parents

En lien avec les centres sociaux municipaux, des **"ateliers de pratique"** seront proposés dès 2013 à destination des familles et en lien avec les acteurs sociaux sur **des besoins quotidiens et concrets** : par exemple, des ateliers cuisine ou bien des ateliers dédiés aux rythmes des enfants, aux devoirs...



**■ FICHE ACTION 17 : en cas de séparation, faciliter l'implication des deux parents, dans le parcours de l'enfant, dans les structures municipales**

Les professionnels de l'enfance constatent de plus en plus de cas d'"aliénation parentale" dans la relation aux structures éducatives municipales en l'occurrence des parents utilisant les enfants pour mettre en difficulté leur ex-conjoint.

**Il convient dans ce cadre de bien faire préciser qu'en cas d'autorité parentale partagée, les noms des deux parents doivent être mentionnés dans les dossiers d'inscription.**

Les visites préalables à l'inscription ainsi que les propositions de loisirs partagés doivent être systématiquement communiqués aux deux parents en s'adaptant aux contraintes de chacun.

**Ce positionnement de la ville, vis-à-vis des couples de parents séparés, s'applique dans le cadre des projets pédagogiques des accueils de loisirs dès la rentrée 2012.**

**■ 3.5 PERMETTRE AUX PROFESSIONNELS DE GAGNER EN COMPÉTENCE  
POUR TOUJOURS AMÉLIORER LA QUALITÉ DU SERVICE**

**3.5.1 Accompagner au plus près le besoin des professionnels en formation**

Dans chaque champs, les acteurs éducatifs de la ville sont invités à approfondir leurs compétences : connaissance du développement de l'enfant, qualité d'accueil dans les restaurants scolaires, bien traitance dans la petite enfance, mixité sociale dans les animations de quartier, gestion de l'agressivité de l'enfant. La démarche PEG fait apparaître des besoins précis d'analyse de pratiques en situation professionnelle complémentaires aux formations théoriques.

**3.5.2 Propositions d'actions**

**■ FICHE ACTION 18 : mettre en place des séances d'analyse des pratiques pour les professionnels de la petite enfance**

Le champs professionnels de la petite enfance se caractérise par des risques spécifiques : face aux pleurs d'un tout petit, un professionnel peut se sentir impuissant et être fragilisé. L'analyse des pratiques avec un thérapeute permet à la parole de circuler et aux professionnels de trouver des réponses à leurs difficultés.

L'analyse des pratiques au besoin sera accessible, pour tout professionnel de la petite enfance qui souhaite échanger sur ses pratiques, à compter de 2013.

**■ FICHE ACTION 19 : former les animateurs à l'accueil d'enfants au comportement difficile en partenariat avec les structures d'éducation spécialisée**

Les animateurs sont confrontés à des enfants présentant des comportements difficiles.

La formation initiale des animateurs, le plus souvent le BAFA<sup>1</sup>, parfois le BAFD<sup>2</sup>, le BEATEP<sup>3</sup> ou le BPJEPS<sup>4</sup> ne suffit pas toujours pour apporter des réponses individualisées.

1 Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur

2 Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur

3 Brevet d'état d'animateur technicien de l'éducation populaire

4 Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport



Des structures d'éducation spécialisée ont pour mission d'accompagner les animateurs à l'accueil d'enfants au comportement difficile. **Il est proposé de renforcer et d'étendre ces séances d'analyse des pratiques au secteur périscolaire et de diversifier les partenaires susceptibles d'apporter leur soutien.** Le développement de partenariat entre accueils de loisirs et structures d'éducation spécialisée prendra la forme de conventions entre ces dernières et la ville, à compter de 2013.

■ **FICHE ACTION 20 : généraliser les formations dédiées aux champs du handicap et aux difficultés de comportement des enfants**

Afin d'associer personnalisation et qualité de l'accueil, **il est proposé de généraliser les formations "handicap" auprès des animateurs des accueils de loisirs périscolaires et extrascolaires. Des formations de perfectionnement seront également organisées afin de pouvoir désigner, de 2013 à 2015, des référents "accueil du handicap"** au sein de chaque structure. Ces formations seront organisées en collaboration avec le pôle handicap du centre communal d'action sociale de Dijon.



■ **FICHE ACTION 21 : qualifier des professionnels de la pause méridienne**

Une majorité des enfants scolarisés à Dijon se rendent au restaurant scolaire chaque jour. La pause méridienne, organisée de midi à environ 14h, réunit chaque jour environ 7 000 enfants autour d'un projet éducatif basé sur la prise en compte de l'enfant, de son bien être et de ses besoins propres et sur l'éducation au goût et à l'équilibre nutritionnel.

Afin d'officialiser et de poursuivre ces objectifs éducatifs, la pause méridienne est devenue, depuis septembre 2012, un temps d'accueil de loisirs répondant aux exigences d'encadrement mises en oeuvre pour les accueils périscolaires du matin et du soir et les centres de loisirs extrascolaires.

■ **3.6 ACCOMPAGNER LES ENFANTS LES PLUS EN DIFFICULTÉ**

**3.6.1 Répondre équitablement aux besoins des enfants les plus en difficulté**

**L'accompagnement des enfants les plus en difficulté est une des priorités du PEG.** Il s'agit à ce sujet de bien délimiter le rôle de chaque partenaire. La ville peut accompagner les enfants en difficulté à la mesure de sa compétence. Ses services se font le relais des partenaires sociaux, des éducateurs et des maîtres spécialisés, des professionnels médico-sociaux.

**3.6.2 Propositions d'actions**

■ **FICHE ACTION 22 : créer un guide dématérialisé pour les aides concernant les enfants en difficulté**

Différents corps de métiers interviennent auprès des enfants en difficulté : assistants sociaux, éducateurs spécialisés, conseillers à l'économie sociale et familiale...

**Tous ces professionnels n'ont pas toujours le même niveau d'information au sujet des aides existantes ou des dispositifs à actionner pour accompagner au mieux les enfants et leurs familles.**

Le guide dématérialisé fera l'objet d'une communication lors de son lancement auprès de tous les professionnels de l'enfance à Dijon. Il sera élaboré en 2013 et proposer en 2014.

■ **FICHE ACTION 23** : étudier et proposer la mise en réseau des partenaires éducatifs et sociaux pour les enfants en difficulté : l'expérimentation d'une prise en charge individuelle

---

**L'expérimentation d'une prise en charge individualisée.**

Le programme de réussite éducative (PRE) a permis d'expérimenter une mise en réseau des professionnels (travailleurs sociaux, éducateurs, enseignants, professionnels de santé...) autour de situations individuelles d'enfants en difficulté envisagées globalement. Ces réseaux PRE existent dans les seuls quartiers "politique de la ville".

Afin de donner les mêmes chances à tous les enfants et de contribuer à une égalité de prise en charge, il serait opportun de former progressivement des réseaux dans tous les quartiers de Dijon.

**Sur la base d'un diagnostic partagé, ces réseaux étudieront un cadre d'intervention pour un nouveau dispositif municipal d'"accompagnement individualisé global local" qui serait dans un premier temps expérimenté à l'échelle d'un quartier dijonnais en 2014.**

■ **FICHE ACTION 24** : étudier et proposer un accompagnement scolaire pour l'enfant en fonction de ses besoins sur l'ensemble du territoire dijonnais

---

**Un état des lieux des différentes pratiques existantes dans les écoles sera dressé dans un premier temps en 2013 pour pouvoir proposer un accompagnement renforcé à la scolarité au besoin dans tous les quartiers.**

■ **FICHE ACTION 25** : pour les jeunes les plus en difficulté, instaurer un rôle de "réfèrent" pour les structures dédiées aux jeunes

---

**Des référents seront désignés pour l'accompagnement de chaque jeune dans ses démarches sociales, de recherche de formation, de logement, de santé ou d'emploi, à compter de 2013.**

■ **FICHE ACTION 26** : étudier et proposer une solution pérenne pour un accueil de qualité de l'enfant en situation de handicap en centres de loisirs et en crèches

---

La loi du 11 février 2005, pour l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées, introduit une obligation d'accueil à l'école et à toute structure éducative ainsi que l'accessibilité à tous les établissements recevant du public. Afin de toujours veiller à une égalité d'accueil des enfants en situation de handicap, les centres de loisirs, municipaux puis associés, devront proposer **dès 2013 un accompagnement individualisé par un organisme spécialisé du champs du handicap**. Dans le domaine de la petite enfance, **un diagnostic a été réalisé en 2012 pour évaluer le nombre d'enfants potentiellement concernés par une prise en charge individuelle.**



### ■ 3.7. ENCOURAGER L'AUTONOMIE ET L'ENGAGEMENT DES JEUNES

#### **3.7.1 Réunir les aides aux projets des jeunes pour plus d'efficacité et ouvrir le débat**

Le PEL (plan éducatif local), adopté en 2003, consacre sa deuxième action au développement des actions en milieu ouvert pour les adolescents en lien avec les structures qui interviennent dans les quartiers. **Sept accueils jeunes ont été créés** et ont pour vocation d'accompagner les jeunes dans l'organisation de leurs loisirs.

L'évaluation de l'INJEP (institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) en date de 2007 constate que les aides destinées aux projets des jeunes n'étaient pas toujours bien connues ou utilisées de manière optimale. **Elle propose qu'une plateforme commune d'aide aux projets des jeunes soit créée afin de faciliter les démarches et de gagner en lisibilité.**



### 3.7.2 Propositions d'actions

#### ■ FICHE ACTION 27 : développer des aides aux projets FLAIJ (fonds local d'aide à l'initiative des jeunes)

Pour mémoire, le FLAIJ est un dispositif départemental d'aide aux projets individuels ou collectifs des jeunes de 13 à 25 ans financé à la fois par la ville, la direction départementale de la cohésion sociale et la caisse d'allocations familiales. Dans les accueils jeunes, des animateurs référents FLAIJ aident les jeunes à formaliser leurs idées. Ils accompagnent, soutiennent techniquement et pédagogiquement les projets des jeunes. **En 2012, la dynamique FLAIJ a été relancée afin d'accompagner davantage de projets. Les animateurs référents auront pour objectif d'encourager tous les jeunes, notamment ceux en difficulté et les filles, à solliciter le dispositif pour réaliser leurs envies.**

#### ■ FICHE ACTION 28 : encourager l'engagement des jeunes dans la vie municipale sous la forme de rencontres-débats

À partir de 2013, des rencontres-débats seront proposés aux jeunes sur des thématiques qui les concernent. Des "cafés-débats" ou bien des rencontres avec des personnes ressources pourront être dédiés à des sujets de société qui intéressent les jeunes ou qui répondent à leurs besoins. Un groupe de travail associant des jeunes sera constitué dès 2013 pour préciser ce projet qui sera mis en oeuvre en 2014.

#### ■ FICHE ACTION 29 : créer une plateforme pour les aides et pour les dispositifs consacrés aux jeunes à Dijon

La plateforme dédiée aux jeunes réunira autour d'un même site internet toutes les aides existantes, qu'elles soient municipales ou pas. **La plateforme "projets jeunes" sera opérationnelle en 2014 et comprendra un volet d'e-administration permettant notamment l'instruction de demandes d'aides aux projets FLAIJ et "Kultur'Mix".**

#### ■ FICHE ACTION 30 : faciliter le passage des jeunes des centres de loisirs élémentaires aux accueils jeunes par des passerelles

À partir de l'âge de 11 ans, les équipes d'animation observent que les jeunes souhaitent de moins en moins se rendre dans les centres de loisirs pour diverses raisons. Aspirant à des espaces de liberté, les adolescents sont désireux également de se démarquer des plus jeunes. Des passerelles sont expérimentées entre centres de loisirs et accueils jeunes et démontrent leur pertinence. **L'écriture d'un projet "passerelles" entre centres de loisirs et accueils jeunes sera réalisée dans le cadre du PEG en 2013 et en 2014.**

### ■ 3.8 L'ÉVALUATION ET LA GOUVERNANCE DU PEG

Le PEG fera l'objet d'une évaluation chemin faisant dans le cadre :

- **D'une analyse territorialisée de l'utilisation des services éducatifs municipaux.**
- **D'un suivi centralisé de l'animation et de la réalisation de chaque fiche action.** Des comités techniques se chargent de la mise en oeuvre des propositions du PEG. Le comité de pilotage du PEG se réunit deux fois par an pour orienter le travail de ces derniers et pour valider les étapes de réalisation.

Des directions municipales "pilotes" se chargent de la mise en oeuvre de chaque action du PEG. La direction de la jeunesse, via son service projet éducatif, accompagne les directions dans la mise en oeuvre, organise les instances de pilotage (comités de pilotage politiques et réunions des acteurs) et assure un suivi technique des fiches actions. Elle met en place des actions éducatives innovantes.

## PROJET ÉDUCATIF GLOBAL DE DIJON

### ACTION SOCIALE & ENVIRONNEMENTALE

Pôle réussite éducative de la ville de Dijon - Palais des États de Bourgogne - 21033 DIJON CEDEX  
peg@ville-dijon.fr - Tél. : 03 80 74 71 36 / Fax : 03 80 74 71 53



03 80 74 71 36  
[www.dijon.fr](http://www.dijon.fr)